

Inde : les provocations antichrétiennes se multiplient



Article rédigé par *Daniel Hamiche*, le 14 avril 2017

[Source : Observatoire de la Christianophobie]

Objectivement, la situation des chrétiens empire en Inde. Dans un papier bien documenté, Églises d'Asie nous le démontre. Ces tout derniers jours, les provocations antichrétiennes des hindouistes fondamentalistes se sont multipliées dans au moins sept États.

Au cours du dimanche des Rameaux, célébré le 9 avril dernier, une vingtaine de motards ont pénétré dans une église chrétienne de l'État du Chhattisgarh et effrayé les paroissiens qui prenaient part à l'office du matin. Les perturbateurs portaient tous, autour de la tête, un bandeau couleur safran, la couleur des nationalistes hindous. Des provocations du même genre ont été signalées dans pas moins de six autres États de l'Union indienne, pour la seule journée du dimanche des Rameaux.

Outre des interruptions du culte dans l'Uttar Pradesh, le Rajasthan et l'Haryana, l'arrestation de deux pasteurs évangéliques, pour de supposées conversions forcées, au Madhya Pradesh, et l'interruption d'une prière domestique, dans le Tamil Nadu, ont été signalées.

La semaine dernière, quelques incidents avaient déjà été répertoriés : le 8 avril, à Bangalore, une conférence, devant être animée par des pasteurs évangéliques étrangers, avait été annulée au dernier moment, alors qu'une autorisation avait pourtant été accordée. La veille, dans l'Uttar Pradesh, une prière avait été interrompue et tous les fidèles avaient été arrêtés au motif que des « *conversions forcées au christianisme* » avaient eu lieu. La situation dans cet État est particulièrement préoccupante dans la mesure où l'actuel chef du gouvernement de cet État, Yogi Adityanath, est le fondateur de la milice nationaliste radicale *Hindu Yuva Vahini* qui a interrompu la cérémonie.

Plus récemment, mercredi 12 avril, c'est à Bombay (Mumbai) qu'une croix a été profanée. Une paroissienne a en effet découvert une « guirlande de pantoufles » autour de la croix. Dans cette ville, c'est le deuxième acte recensé en deux mois, après la décapitation d'une statue de la Vierge Marie. Pour Sajan K. George, président du Conseil mondial des chrétiens indiens (GCIC), « *la profanation de la Sainte Croix [...] blesse profondément nos sentiments religieux, en particulier pendant la Semaine Sainte. [...] Dans la tradition indienne, les guirlandes de fleurs servent à vénérer et à honorer ; ici, le Corps sacré de Jésus a été "orné" avec des pantoufles, ce qui indique une volonté claire d'offenser nos convictions religieuses* ».

Ainsi, à l'approche des fêtes de Pâques, non seulement les incidents se multiplient, à travers le pays, mais les modes opératoires se diversifient.

Suite à la profanation de la croix à Mumbai, la police a été saisie d'une plainte sur le fondement des articles 295 et 427 du Code pénal, qui sanctionnent respectivement l'atteinte aux lieux de culte et les actes de vandalisme. L'Union indienne dispose en effet d'un arsenal constitutionnel et juridique censé protéger les minorités religieuses et leurs croyants. Ainsi, l'article 25 de la Constitution dispose que « *toutes les*

personnes ont droit à la liberté de conscience et le droit de professer, de pratiquer et de propager librement la religion ».

Ces provocations suscitent une certaine inquiétude au sein des communautés chrétiennes du pays, d'autant que les nationalistes hindous du BJP (*Bharatiya Janata Party* – Parti du peuple indien) ont depuis le début de l'année remporté des victoires significatives aux élections régionales (notamment en Uttar Pradesh, le 11 mars dernier).

Pour l'heure, la Conférence des évêques catholiques de rite latin (CCBI) ne s'est pas prononcée sur ces événements. Le 30 janvier dernier, le cardinal Oswald Gracias, président de la CCBI, s'alarmait de « la léthargie dont faisaient preuve les institution à défendre l'État de droit ».

Ces événements ne manquent pas de susciter des réactions de la part des milieux chrétiens. Ainsi, pour Mgr Thomas Thuruthimattam, évêque de Gorakhpur, les arrestations du 7 avril constituent « *une véritable attaque indirecte contre la liberté religieuse. Ces menaces indirectes sont contre les principes établis par la Constitution, contre les personnes représentées dans la Constitution elle-même* ». De même, l'ONG *Christian Solidarity Worldwide* observe qu'il est « *préoccupant d'entendre que les chrétiens vivant au sein de la démocratie la plus peuplée du monde doivent faire face à des agressions de la part de groupes fondamentalistes hindous [...]* : la liberté de conscience et le droit de professer librement sa propre foi sont garantis par la Constitution indienne. Nous exhortons le gouvernement indien à agir avec fermeté contre les groupes fondamentalistes » [...]

Source : Églises d'Asie, 13 avril